

Faut-il être motivé pour tuer ?

Sur quelques explications aux violences de guerre

Nicolas Mariot



Ouvrages commentés

- Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2000, 272 p.
- S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, Christian Ingrao, Henry Rouso (éd.), *La violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Complexe, 2002, 348 p.
- Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette Littératures, 1999 [*Hitler's Army. Soldiers and War in the Third Reich*, Oxford, Oxford U.P., 1990].
- Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, particulièrement la « postface » [1998] (pp. 283-330), Paris, Les Belles Lettres, 2002, 332 p. [*Ordinary Men. Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, London, Harper Collins, 1992].
- C. R. Browning, *Politique nazie, travailleurs juifs, bourreaux allemands*, Paris, Les Belles Lettres, 2002, 278 p. [*Nazi Policy, Jewish Workers, German Killers*, Cambridge, Cambridge U.P., 2000].
- Daniel J. Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'holocauste*, Paris, Seuil, 1997, 579 p. [*Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Alfred A. Knopf, 1996].
- Frédéric Rousseau, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999, 412 p.
- F. Rousseau, *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, Paris, Seuil, 2003, 314 p.
- *Un ethnologue dans les tranchées. Août 1914-avril 1915. Lettres de Robert Hertz à sa femme Alice*, présentées par Alexander Riley et Philippe Besnard, préfaces de Jean-Jacques Becker et Christophe Prochasson, Paris, CNRS, 2002, 265 p.

L'étude des deux guerres mondiales, et au sein de cette dernière la mise en œuvre de la « solution finale », ont été profondément renouvelées, depuis une quinzaine d'années, par des travaux qui s'intéressent aux agents, « ordinaires » ou non, des phénomènes qu'ils étudient¹. Parmi eux, certains s'attachent spécifiquement aux explications à donner à la très large diffusion de la violence. Resserrant encore l'entonnoir, je proposerai une lecture croisée d'une double et très stimulante controverse : celle, internationale et largement éteinte, suscitée par la parution du livre de D. J. Goldhagen et celle, plus franco-française et encore rougeoyante, faisant suite à l'ouvrage de S. Audoin-Rouzeau et A. Becker².

Afin de justifier l'adossement de ces deux ouvrages, je présenterai dans un premier temps les postulats épistémologiques et méthodologiques des deux perspectives tels que les résume bien la question posée par C. R. Browning : « Une culture de la haine est-elle nécessaire à une culture de la cruauté ? » (postface, p. 309).

Ensuite, je m'appuierai sur les critiques apportées à ces travaux pour montrer qu'elles portent en germe un programme proprement sociologique d'analyse des comportements de violence. À travers elles, il ne s'agit en aucun cas de nier la possibilité d'une approche culturelle (la lecture des ouvrages permet au contraire de constater ce que peut avoir de séduisant et d'efficace le recours systématique aux représentations culturelles comme principe de gouvernement – et d'explication – des conduites), mais de montrer que ses partisans outrepassent constamment les limites de ce qu'ils sont en état de démontrer. En se focalisant sur des « représentations », on ne peut pas prétendre analyser (encore moins expliquer) des comportements individuels. Y parvenir suppose de mobiliser des outils qui permettent de déconstruire les entités collectives pour

retrouver les individus dans leur infinie diversité et mettre en lumière leurs interdépendances.

Des perspectives révolutionnaires ?

Dans les deux cas de figure, les auteurs usent d'un style vif sinon virulent, présentent avec clarté et fermeté leurs positions (ce qui favorise à l'évidence la discussion) et, surtout, entendent révolutionner l'analyse de leur objet canonique³, ce qui les conduit à faire silence quand ce n'est pas table rase de l'historiographie existante. Une histoire « renouvelée » de la Première Guerre mondiale ne peut « qu'être, d'emblée, une entreprise de démolition »⁴. D. Goldhagen écrit qu'« expliquer l'Holocauste demande une révision radicale de ce qui a été écrit à ce jour » (p. 16).

Si une telle révolution est nécessaire, c'est que les trois auteurs posent d'emblée la nécessité d'adopter un regard neuf sur les sources disponibles, visant à débusquer une réalité qui aurait été jusque-là occultée : celle de la cruauté des comportements⁵.

La thèse centrale de D. Goldhagen consiste, on le sait, à expliquer la survenance de la Solution finale sous le régime nazi par l'existence d'une forme culturelle spécifiquement allemande d'antisémitisme qu'il baptise « éliminationniste ». Les nombreuses critiques de l'ouvrage se sont essentiellement efforcées de démontrer le simplisme monocausal de cette thèse suivant une double démarche : d'une part discuter la virulence, la prégnance et le caractère généralisé de l'antisémitisme en Allemagne à partir des années 1910⁶; d'autre part, développer l'objection suivante : « les exécuteurs ne furent pas tous allemands, les victimes ne furent pas toutes juives »⁷. Par contre, les fondements « dualistes » de cette conclusion n'ont été que peu discutés. En effet, si D. Goldhagen construit la catégorie spéciale de l'antisémitisme « éliminationniste », c'est en lien logique direct avec la manière par laquelle il

qualifie les comportements des exécuteurs de la Shoah « de face-à-face » (policiers du 101^e bataillon déjà étudiés par C. R. Browning, gardes des camps et des marches de la mort) : ceux-ci ont accompli leur mission avec zèle et cruauté ; or une part importante de ces agents n'ont pas été des cibles privilégiées de l'endocriticisme nazi ; donc il faut lire cette « culture de cruauté » comme un symptôme de leur haine, et cette haine n'a pu être aussi intense que parce qu'elle a été l'objet d'une longue imprégnation dans la société allemande, antérieurement à l'arrivée au pouvoir des nazis. Le postulat de D. Goldhagen consiste à considérer que l'étude des tueries « en face-à-face » représente un terrain privilégié (le seul ?) pour discuter de ce que les tueries anonymes et bureaucratisées des camps laisseraient dans l'ombre, voire minoreraient : les motifs et systèmes de représentations des tueurs, inférés de l'exposé des manifestations de cruauté. Le glissement de la description du comportement (en fait immédiatement « mentalisé ») à l'attestation d'un état d'esprit est clairement posé : « il faut expliquer non seulement les tueries, mais aussi la façon dont les Allemands ont tué. Bien souvent, le comment répand une grande lumière sur le pourquoi » (p. 25). L'important est bien de donner à voir la cruauté, car elle est l'indice permettant d'attester la présence d'un sentiment, la haine, lui-même reposant sur une représentation partagée, l'antisémitisme.

L'exception contre la règle ?

C'est sur ce point précis que *14-18, retrouver la guerre*, peut être adossé aux *Bourreaux volontaires*⁸. Comme D. J. Goldhagen, les deux auteurs disent changer l'angle de vue en ne prenant pas pour objet principal d'analyse la violence impersonnelle et mécanique causée par l'artillerie (sauf du point de vue des dégâts corporels qu'elle cause), en particulier parce qu'elle est soupçonnée de favoriser l'aseptisation des descriptions :



1. Pour un bilan de l'historiographie récente de langue allemande sur la Solution finale, voir C. Ingrao, « Conquérir, aménager, exterminer. Recherches récentes sur la Shoah », *Annales HSS*, n° 2, 2003, pp. 417-438.
2. Voir Rémy Cazals, « 1914-1918. Oser penser, oser écrire », *Genèses*, n° 46, 2002, pp. 26-43 ; « 1914-1918 : chercher encore », *Le Mouvement social*, n° 199, 2002, pp. 107-113 ; Antoine Prost, « La guerre de 1914 n'est pas perdue », *ibid.*, pp. 95-102.
3. Dans un cas il s'agit de « retrouver la guerre » afin de la « comprendre » (titre de l'introduction), dans l'autre de « repenser les aspects centraux de l'Holocauste » (titre de l'introduction de D. Goldhagen).
4. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial », in Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (éd.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 253.
5. Position maintes fois répétée par S. Audoin-Rouzeau, comme l'indique encore le titre d'un article récent : « Violences extrêmes de combat et refus de voir », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 174, 2002, pp. 543-549.
6. Dans sa postface, C. R. Browning passe en revue la littérature pour montrer que si les protestations lors des pogroms ont été rares, c'est d'abord l'apathie, l'indifférence ou la passivité qui caractérisent les comportements des « Allemands ordinaires » à l'égard des juifs durant les années 1933-1939 (pp. 297 et suiv.).
7. Voir par exemple la synthèse de Raul Hilberg, « Le phénomène Goldhagen », *Les Temps Modernes*, n° 592, 1997, pp. 1-10 (p. 4 pour la citation) et les interventions de Konrad Kwiet, Yehuda Bauer et C. R. Browning lors du débat organisé par le Holocaust Memorial Museum, publiées dans D. J. Goldhagen, C. R. Browning et Leon Wieseltier, *The « Willing Executioners » / « Ordinary Men » Debate*, Washington, US Holocaust Memorial Museum, 1996.
8. Dans son compte rendu de l'ouvrage de D. Goldhagen, C. Ingrao, par-delà les critiques et prises de distance « obligées » vis-à-vis du simplisme de la thèse soutenue, note néanmoins « une réelle nouveauté, qui consiste à prendre en compte le rôle de la cruauté dans les pratiques nazies », point de départ qui « pourrait amener la transformation de ce chantier inabouti en un front pionnier de l'étude des systèmes de représentations des nazis », D. Goldhagen contribuant « à introduire une autre écriture de l'histoire du nazisme [...] comme système de croyances » (« Le nazisme, la violence, l'anthropologie. Autour de Daniel Goldhagen », *European Review of History-Revue européenne d'histoire*, vol. 4, n° 2, 1997, pp. 178-180).
9. S. Audoin-Rouzeau, « Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux », in S. Audoin-Rouzeau, A. Becker, C. Ingrao, H. Rouso (éd.), *La violence de guerre...*, *op. cit.*, p. 74.

« Comment, en effet, ne pas être persuadé que l'occultation (consciente ou non, peu importe) des pratiques combattantes sur les champs de bataille, ne conduite à l'aseptisation et à la déréalisation des paroxysmes guerriers ? [Esquiver la place centrale du combat dans l'activité guerrière], c'est manifester un refus suspect de l'essentiel⁹. »

Contre ces « formes d'aseptisation » de la violence, il s'agit de tenter une « histoire d'en bas » (*14-18, retrouver la guerre*, p. 25) qui replace au cœur de la perspective l'examen minutieux des formes, y compris les plus extrêmes, des violences de combat. Le choix de s'intéresser aux brutalités interpersonnelles, même si elles sont numériquement marginales, plutôt qu'aux innombrables tueries anonymes est sous ce rapport comparable à celui de D. J. Goldhagen de délaissier la mort « industrielle » des camps. Ainsi, S. Audoin-Rouzeau indique lui-même (notons néanmoins que ces chiffres ne figurent pas dans *14-18, retrouver la guerre*) que si le bombardement d'artillerie est responsable, en 14-18 comme en 39-45, de 70 à 80 % des blessures enregistrées (loin devant les blessures par balles), les pratiques de corps à corps ne représentent toujours que moins de 1 % de ce total¹⁰.

Disons immédiatement que la discussion n'aurait ici guère d'intérêt si elle ne conduisait qu'à trancher en délégitimant l'un ou l'autre des points de vue, comme le fait très étrangement C. Prochasson lorsqu'il accuse Jean Norton Cru de « s'engager dans une œuvre de révision historique qui relativise l'usage de la baïonnette [...] ou qui dénie l'existence de "monceaux de cadavres" et des "flots de sang" [...] sur la base d'une logique comptable qui eut peut-être quelques échos dans les extravagants calculs de Paul Rassinier »¹¹. Alain Corbin, en montrant qu'une histoire du linge ou des pratiques réprouvées des prostituées permettait de dévoiler ce que devait être l'éducation réussie de la jeune femme,

Témoins

Jean Norton Cru, professeur de littérature et de langue aux États-Unis, est mobilisé en 1914 et passe trois ans au front avant de devenir interprète pour les troupes américaines. Dès 1916, il commence à lire les témoignages de guerre, intérêt qu'il transformera, entre 1922 et 1928, en une gigantesque entreprise d'analyse critique d'un corpus de deux cent cinquante auteurs et trois cents volumes publiés entre 1914 et 1928. Il fonde sa revue critique sur des principes précis : présence effective au front de l'auteur qui ne doit pas avoir un grade supérieur à celui de capitaine, vérification de sa biographie personnelle et militaire, des détails topographiques mentionnés, objectivations statistiques, maximisation du recours à la citation, recoupement des sources. Son objectif consiste à livrer un jugement sur la valeur documentaire de l'ouvrage, et il s'efforce en particulier de traquer ce qu'il appelle des « légendes de guerre », l'ensemble des exagérations, outrances, artifices littéraires qui, selon lui, emplissent trop de récits. Au final, il livre un palmarès de ces deux cent cinquante auteurs suivant cinq catégories. L'étude, publiée en 1929¹², suscite dans les deux années qui suivent un virulent débat utilement remis en lumière par F. Rousseau dans *Le procès des témoins* (on se reportera à cet ouvrage pour tout ce qui concerne l'histoire de *Témoins*). En bref, J. N. Cru voit son souci d'exactitude et d'objectivité (aussi tranché ou discuté soit-il parfois) opposé à la valeur littéraire du récit, indépassable par-delà les éven-

tuelles erreurs factuelles. Roland Dorgelès qualifie ainsi de « passe-temps de maniaque » ses classements des auteurs « par âge, profession, régiment, valeur, éditeur, périodes, batailles ». Ailleurs c'est le principe du palmarès qui est moqué, la « formidable sottise du classeur » raillée. D'autres encore taxent son « insensibilité à l'art », stigmatisent son « étroitesse dogmatique », l'assimilent aux « nigauds du fichier et de la note marginale » ou aux « historiens stupides qui font tenir la vie du monde dans un recueil de dates et de faits divers », quand il n'est pas exemplaire de « l'automatisme de l'industrialisme moderne »¹³.

La controverse rebondira, sur des bases en fait comparables, après la nouvelle publication de l'ouvrage par les Presses universitaires de Nancy en 1993 (voir sur ce point la troisième partie du *Procès...*, *op. cit.*, « Les nouvelles lectures de *Témoins*, 1993-20 », pp. 255-283). Comme on le verra plus loin, A. Becker et S. Audouin-Rouzeau stigmatisent en J. N. Cru un exemple « parfaitement représentatif [...] du souci d'aseptisation » et de la « complaisance » qui a prévalu, « chez les témoins d'abord, chez les historiens à leur suite », à l'égard de la violence de guerre¹⁴. C'est dans cette même logique que C. Prochasson dénonce la « révision » purement « comptable » qu'aurait opérée l'auteur de *Témoins* en s'attachant à relativiser l'importance du corps à corps, des baïonnettes ou l'existence de « flots de sang » et de « monceaux de corps » dans les combats du front.

mais aussi les désirs et pratiques sexuels masculins, a bien souligné combien une approche par les marges pouvait avoir d'intérêt heuristique¹⁵. La seule question qui vaille consiste ainsi à se demander ce que ce regard permet de dévoiler et qu'une « approche comptable » laisserait inaperçu¹⁶. La réponse donnée consiste à soutenir que l'examen de pratiques transgressives donnerait accès à des normes dominantes si naturalisées qu'elles ne sont que rarement explicitées positivement. Seule une telle perspective permettrait d'exhumer « le socle des représentations auquel s'est

adossé l'immense consentement collectif de 1914-1918 » (*14-18, retrouver la guerre*, p. 18). En effet, l'observation des violences interpersonnelles, parfois à l'arme blanche (p. 53), offrirait un accès privilégié à l'état d'esprit (très vite « collectivisé ») des combattants :

« [La violence de guerre] est dévoilement, révélation. Des sociétés entières s'offrent à travers elle, pour peu que l'on veuille bien y regarder de près. Dans le paroxysme de la violence, tout est à nu, à commencer par les hommes, dans leur corps, leur imaginaire, leurs peurs, leurs ferveurs, leurs croyances, leurs haines » (p. 25).



De même, ne pas rappeler que les obus pulvérisent les corps, «c'est consentir à un véritable déni historique» (14-18, *retrouver la guerre*, p. 34).

10. S. Audouin-Rouzeau, «Au cœur de la guerre...», *op. cit.*, pp. 82-84. Voir dans le même sens les chiffres livrés par F. Rousseau dans *Le procès...*, *op. cit.*, p. 75: sur plus de deux millions de blessés hospitalisés à l'intérieur du territoire métropolitain, 0,3 % l'ont été à l'arme blanche (ce qui représente un peu moins de 6 500 individus); entre août 1914 et mars 1915, les blessures occasionnées par les chevaux furent cinq fois plus nombreuses que celles dues aux armes blanches. Pour une mise au point éclairante sur cette question, à la fois objectiviste et personnelle, relativisant d'ailleurs l'indicateur du nombre de blessés, mais concluant là encore à la «rareté» de «l'expérience de la mort donnée», on lira l'article d'Antoine Prost, «Les limites de la brutalisation: tuer sur le front occidental, 1914-1918» (à paraître en 2004 dans *Vingtième Siècle*). Je remercie chaleureusement l'auteur de m'avoir permis de le consulter.

11. C. Prochasson, «Les mots pour le dire: Jean Norton Cru, du témoignage à l'histoire», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 48, n° 4, 2001, p. 175.
Voir sur ce point le commentaire de F. Rousseau, dans *Le procès...*, *op. cit.*, pp. 264 et suiv.

12. Jean Norton Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Étincelles, 1929, 727 p.

13. Voir F. Rousseau, *Le procès...*, *op. cit.*, respectivement pp. 153, 174, 185, 170, 162, 175 et 184.

14. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, «Violence et consentement...», *op. cit.*, p. 261.

15. Alain Corbin, *Le temps, le désir et l'horreur. Essais sur le XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 1991.

16. On remarquera au passage que la logique marginaliste est entièrement retournée à propos des mutineries de 1917, «seul véritable exemple de rupture déclarée avec le consensus initial» dont les auteurs font un exemple typique «de la vieille complaisance historiographique pour les refus plutôt que pour les consentements». En effet, numériquement, la mutinerie de 40 000 hommes fut «l'exception» quand le consentement (assimilé à la seule présence de deux millions de combattants sur le front) représentait «la règle» (14-18, *retrouver la guerre*, p. 127).

17. S. Audouin-Rouzeau in «Au cœur de la guerre...», *op. cit.*, p. 74.

18. R. Cazals et F. Rousseau, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, 2001, pp. 141 et suiv.

19. Analysant les rapports entre crises politiques et «économie du consentement», Michel Dobry discute

Là encore, l'opération repose sur un glissement d'apparence évident et naturel de ce qui est visible («approcher ces violences [...] constitue un préalable indispensable à toute compréhension de fond du conflit», p. 29) à ce qui ne l'est pas, mais reste l'objet ultime de l'opération analytique («Les systèmes de représentations de ceux qui ont combattu demeurent la question centrale», p. 49):

«[La violence de champ de bataille] mérite d'être investie d'un pouvoir de révélation, d'un effet de prisme susceptible de réfracter ce qui n'est pas visible (ou ce qui est peu visible) autrement. Ainsi des représentations combattantes¹⁷.»

C'est dans ce cadre interprétatif dualiste articulés les comportements et leurs causes mentales qu'il faut comprendre le choix du terme «consentement», maintes fois réitéré, pour qualifier l'attitude de «l'immense majorité» des combattants comme de l'arrière durant la guerre. En effet, ce choix est loin d'être neutre si l'on suit *Le Petit Larousse* qui définit le consentement comme le fait de «se prononcer en faveur de (quelque chose), accepter que quelque chose se fasse», ajoutant la maxime «Qui ne dit mot consent: celui qui n'exprime pas ses idées est supposé être d'accord». Ainsi formulée, la définition donne au mot le caractère d'un acte conscient et volontaire, effectué en toute connaissance de cause, raison pour laquelle certains historiens ont précisément reproché ce choix aux deux auteurs¹⁸. Or, c'est, à mon sens, exactement pour l'engagement délibératif (même non exprimé) qu'il présuppose que les auteurs l'ont choisi¹⁹, comme en témoigne la proximité des mots consentement et acceptation dès l'introduction:

«La question du consentement de millions d'Européens entre 1914 et 1918 est restée occultée. Malgré les efforts historiographiques menés depuis une vingtaine d'années en France et à l'étranger, le problème de l'acceptation de la violence de guerre est resté un sujet tabou» (p. 9).

Restait toutefois à attester cette acceptation consensuelle. C'est ici qu'intervient de nouveau le glissement des comportements aux états d'esprit, cette fois sous la forme du rapprochement grammatical entre termes physiques et mentalistes mis en équivalence par les auteurs pour faire leur la formule «qui ne dit mot consent». À de nombreuses reprises dans le livre, on peut constater l'existence d'adossements étonnants de mots qui pourtant n'appartiennent pas au même registre lexical: ainsi la violence est-elle «non seulement massivement acceptée [...] mais mise en œuvre» (p. 46); elle «s'est intégrée avec une facilité déconcertante à la vie quotidienne de chacun, au point de se banaliser et d'être finalement assumée» (p. 47); «Des millions d'êtres humains ont enduré et finalement assumé cette violence, tout en contribuant à la banaliser» (p. 49); «la vraie question» posée par la guerre est de savoir «pourquoi, dans l'immense majorité des cas, on a voulu et continué à la faire»²⁰. Ces rapprochements lexicaux (au sens physique de mettre côte à côte) sont particulièrement problématiques, parce qu'ils instaurent un lien qui n'a pas été démontré de ce qui est subi à ce qui est choisi, du collectif à l'individuel, des pratiques à l'attestation d'un état d'esprit. À travers eux, on perçoit bien la logique de la démonstration, reposant tout entière sur la formule de l'accord supposé dans le silence. Le consensus peut rester muet, il n'a pas besoin d'être dit (nouvel enrôlement des majorités silencieuses?) quand l'opposition demande, comme dans le cas des mutineries de 1917, une «rupture déclarée», ouverte, consciente d'elle-même. Tout se passe comme si endurer n'était qu'une manifestation physique normale du fait d'assumer la guerre, à l'instar de l'action de claquer les talons par rapport au verbe obéir. C'est pourquoi, bien qu'endurer ne soit à l'évidence pas la même chose qu'assumer la violence (le rapport n'est pas du même ordre qu'entre obéir et claquer les

talons), pas plus que continuer à faire la guerre et vouloir continuer à la faire, les couples de mots peuvent être mis en regard, et, de fait, en équivalence, suivant l'idée que l'endurance à la guerre est une preuve possible d'assomption, parce que nulle action humaine ne saurait être privée de ses motifs intérieurs:

«[...] À travers les motivations qui leur permettent de tuer leurs semblables et d'endurer la terreur de l'affrontement, on touche à quelque chose d'essentiel: [...] leurs représentations» (pp. 25-26).

Suivant cette logique, est-il exagéré de renvoyer de nouveau cette perspective à l'extraordinaire postulat de D. Goldhagen, asséné dès l'introduction: «Pour tuer un homme, il faut être motivé, sinon on ne le ferait pas» (p. 32)?

Culture de guerre

Si cette interprétation par inférence, commune aux sciences sociales «compréhensives», a pour objet premier de dire le sens (caché) des comportements observables en exhumant le «message» dont ils sont porteurs (les motifs mentaux des individus), elle tient également un rôle plus spécifique dans la démonstration, quoique non moins important: fonder l'apparition chronologiquement très rapide d'une «culture de guerre» dont les auteurs font, selon un renversement causal complet, l'opérateur explicatif quasi unique des comportements de guerre. En effet, pour répondre au problème de l'irruption d'un système de représentations spécifique aux années 1914-1918 (et à elles seules), ils mettent en avant ce qui était jusque-là une «pièce manquante» de l'historiographie: les «atrocités» allemandes commises dès les toutes premières semaines du conflit²¹. Ce seraient ces exactions, «ou, plus exactement, la connaissance que les opinions des pays belligérants en ont eue» (p. 120), qui permettraient aux

historiens de comprendre la cristallisation soudaine d'une culture de guerre fondée précisément sur une haine de l'ennemi dès lors constamment perçu sous les traits du barbare à éliminer. La guerre elle-même est, à partir de là, pensée à l'aune de la dichotomie «civilisation/barbarie», «ressentie comme fondamentale par l'immense majorité des contemporains» et qui «n'a jamais été réellement remise en question au cours des années ultérieures» (p. 122). Bien que cette «pièce manquante» ne soit guère mise en relief dans l'articulation générale du livre, la conclusion sur ce point ne laisse aucun doute quant au rôle qu'elle tient dans la démonstration :

«Le conflit a ainsi globalement conservé le sens que les atrocités lui avaient conféré au cours des premières semaines ou des premiers mois de l'affrontement. On peut dès lors commencer à parler d'une "culture de guerre" de 1914-1918, c'est-à-dire d'un corpus de représentations du conflit cristallisé en un véritable système donnant à la guerre sa signification profonde. Une "culture", disons-le nettement, indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine à l'égard de l'adversaire [dont] on trouve partout des traces indiscutables» (p. 122).

La place centrale ainsi conférée à la notion de «culture de guerre» a pour conséquence d'inscrire la démonstration dans une logique circulaire qui a l'efficace beauté des systèmes explicatifs, mais aussi l'inconvénient de clôturer l'explication. On peut résumer cette circularité de la façon suivante : la perception des atrocités allemandes par les opinions forme la matrice d'une culture de guerre qui, ensuite et en retour, explique le consentement aux violences, elles-mêmes restant tout au long du livre, comme on l'a montré, l'indice matériel sur lequel repose la preuve de la perpétuation du système de représentations initialement mis au jour²². En bref : l'existence d'une culture de haine est prouvée par les violences, elles-mêmes étant provoquées par cette culture ; c'est sur ce va-et-vient constant entre des versions



la typologie des publics du politiste américain James D. Wright, lequel oppose aux «segments sociaux caractérisés par des attitudes de consentement (*consenters*) et de dissidence (*dissenters*) des publics définis par des attitudes de neutralité ou d'assentiment (*assenters*)», l'assentiment ayant pour ressort sociologique une faible maîtrise et un désintérêt pour tout ce qui fait la compétence politique (in *Sociologie des crises politiques*, Paris, FNSP, 1992, p. 277). Comme on va le voir, c'est à mon sens ce troisième public qui n'apparaît jamais dans *14-18, retrouver la guerre*, comme s'il n'existait pas une alternative autre que celle opposant acceptation et refus.

20. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, «Violence et consentement...», *op. cit.*, p. 265. On remarquera que dans ces différents exemples, les auteurs font, en utilisant le style indirect (on ne sait par qui, sinon le chœur anonyme et absent de «l'opinion», la violence est assumée, banalisée ou acceptée), ce qu'ils reprochent aux témoignages combattants, soupçonnés de trop peu user de l'épanchement en première personne («On est tué à la guerre, mais on ne tue pas», *14-18, retrouver la guerre*, p. 53).

21. John Horne et Alan Kramer, *German Atrocities, 1914. A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale UP, 2001.

22. Les combattants auraient ainsi brusquement «attrapé» une culture spécifique, pour reprendre la formule de Gérard Lenclud, «La culture s'attrape-t-elle ? Remarque sur l'idée de contagion des idées», *Communications*, n° 66, 1998, pp. 165-184.

23. Adam Kuper, *Culture. The Anthropologists' Account*, Cambridge, Mass., London, Harvard UP, 1999, p. XI (c'est moi qui traduis).

mentales et publiques d'une même représentation culturelle, chaque terme soutenant l'autre et inversement, que repose le système explicatif de *14-18, retrouver la guerre*.

Une telle perception de la culture a évidemment des effets majeurs du point de vue de la mobilisation consensuelle des combattants, puisqu'elle l'explique à elle seule, sans que cette mobilisation ne soit jamais le résultat d'un travail, ni qu'elle ait besoin du répertoire d'action dont la sociologie des mobilisations collectives s'est fait une spécialité d'analyse. Ici encore, les auteurs mettent en avant une pièce manquante : les collections d'objets de propagande collectés à l'Historial de Péronne. Ce seraient ces objets, achetés en nombre et parfois fort cher, qui permettraient de mettre au jour le caractère « horizontal » et « spontané » de la propagande patriotique. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker notent bien qu'il « y avait donc eu des gens pour en imaginer les formes, pour les fabriquer en série, et bien plus de gens encore pour les acheter » (p. 130). Pourtant, on ne saura rien de plus de ces gens qui pensent, vendent et achètent ces objets. S'ils ont un intérêt, c'est parce qu'ils sont des biens circulant sur un marché économique, et ne peuvent être décrits comme le fruit d'un travail impulsé « d'en haut » et de manière « volontariste ». Le jeu de l'offre et de la demande est ainsi mis au service de la thèse du texte culturel enfin retrouvé. Parce qu'il n'a pas d'entraves, le marché « libre » vient redire le caractère « largement spontané » de la mobilisation :

« Mais avec l'objet "de propagande" [...], on reste au contraire dans le domaine de l'offre et de la demande : nulle interdiction, nulle incitation n'interviennent. Comment, dès lors, ne pas prendre très concrètement conscience que ce que l'on appelle "la propagande" fut un processus horizontal autant que vertical, et même, dans une certaine mesure, une grande poussée venue d'en bas, alimentée par un nombre immense d'individus » (p. 131).

De fait, on rencontre au long du livre très peu d'institutions, pas beaucoup d'armée, moins encore d'État. Dans ce cadre, la propagande ne fait, là encore, que « traduire », en en étant le produit, les « représentations dominantes du temps de guerre ». Celles-ci, à partir du moment où elles sont repérables, sont considérées, comme par décret, partagées et agissantes, sans que soient interrogés les processus par lesquels elles possèderaient ces qualités, ni l'idée qu'elles aient pu être le résultat d'un apprentissage. C'est pourquoi, in fine, les auteurs peuvent conclure que « la mobilisation des opinions entre 1914 et 1918 n'est pas liée pour l'essentiel, à la contrainte, à la censure, à l'imposition autoritaire de schémas d'interprétation » (p. 131).

En faisant ainsi de la « culture de guerre » non plus un objet à expliquer mais le moteur même de l'explication, *14-18, retrouver la guerre*, fait écho aux analyses anthropologiques des cultures dans ce que celles-ci peuvent avoir de plus problématique, comme le rappelait récemment Adam Kuper :

« Les difficultés deviennent plus aiguës lorsque, après les mises en garde obligées contre un tel usage de la notion, la culture glisse néanmoins de quelque chose qui doit être décrit, interprété, et même peut-être expliqué, pour devenir en elle-même la source de l'explication. Dire cela ne revient pas à dénier le fait que certaines formes d'explication culturelle peuvent être utiles, à leur place, mais à souligner que le recours à la culture ne peut offrir qu'une explication partielle des manières par lesquelles les gens pensent et se comportent comme ils le font [...]. Les forces politiques ou économiques, les institutions sociales, les processus biologiques ne peuvent pas être mis de côté, ou assimilés à des systèmes de savoirs et de croyances²³. »

Procédant ainsi, les auteurs achèvent également de clôturer solidement leur compréhension de la guerre à ce seul système, reprenant là encore certains travers des études d'anthropologie culturelle. À la recherche des traits



24. Les auteurs insistent à plusieurs reprises sur cette altérité radicale de 1914-1918: s'il est nécessaire de « retrouver la guerre », c'est parce qu'on ne peut plus « admettre » (p. 18) aujourd'hui le système de représentations des contemporains, parce que la guerre se caractériserait désormais par son « absence de signification » (p. 110).

25. Jean Bazin, « Science des mœurs et description de l'action », *Le genre humain*, hiver 1999-printemps 2000, p. 45.

26. G. Lenclud, « Pourquoi il faut traiter autrui à l'égal de soi-même. Interprétation et charité en anthropologie », *Philosophia scientiae*, vol. 6, cahier 2, Paris, Kimé, 2001, pp. 61-90.

27. François Héran, « Rite et méconnaissance. Notes sur la théorie religieuse de l'action chez Pareto et Weber », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 85, 1994, pp. 137-152.

28. Voir la réponse de D. J. Goldhagen à ses détracteurs dans *The New Republic*, citée par C. R. Browning, « Postface », p. 326.

29. Voir la réitération de cette position par S. Audouin-Rouzeau dans « Au cœur de la guerre... », *op. cit.*, p. 84.

30. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, « Violence et consentement... », *op. cit.*, p. 252.

31. Marcel Mauss, « Esquisse d'une théorie générale de la magie » [1902-1903], in *Sociologie et anthropologie*, Paris, Puf, 1993, p. 68.

32. Aux pages 54-55, évoquant les modalités possibles de fascination pour la mort, ils citent Blaise Cendrars, Fernand Léger, Ernst Jünger, Otto Dix, Robert Graves, Roger Vercelet, Vladimir Maïakovski, Marc Bloch, enfin le discours de 1936 d'un dénommé Brana, directeur d'école à Bayonne, qui évoque son « plaisir à tuer ». Ce témoignage est repris d'un cours photocopié d'A. Prost à l'IEP de Paris en 1972-1973. Dans l'article déjà cité « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », celui-ci revient, à travers un stimulant exercice de critique du témoignage, sur les raisons qui l'ont conduit à ne pas le citer dans sa thèse et à refuser sa reproduction dans un manuel scolaire. Je renvoie également à cet article pour des arguments, complémentaires de ceux avancés ici, concernant les questions, trop peu discutées, des conditions de possibilité et des limites de « l'argumentation par exemplification » (le problème, commun aux sciences sociales, du contrôle raisonné des usages de la citation comme « preuve »).

distinctifs définissant l'altérité fondamentale (la culture) des combattants de 14-18²⁴ pour en faire la cause interne (mentale) de leurs actes, leur travail peut être comparé à celui de l'ethnologue des cultures sous au moins deux rapports:

- celui de la constitution de l'enquêteur en interprète omniscient des actions observées. C'est le problème de la « dictature du témoignage » dont l'historien doit se préserver;
- celui de l'ignorance de « toutes les actions qui ne semblent pas relever d'une différence culturelle (qui ne sont pas susceptibles de fournir des traits caractéristiques) »²⁵. C'est ici le problème sociologique de la prise en compte, dans le cadre d'activités extraordinaires, des pratiques et croyances « ordinaires » d'autrui, celles qui organisaient et qui nous rapprochent, encore et malgré tout, de l'expérience quotidienne des combattants de 14-18²⁶.

La « dictature du témoignage »

Suivant ici une longue tradition d'analyse des actions sociales réservant « la maîtrise du sens de l'action à l'observateur extérieur »²⁷, les auteurs considèrent que le travail du chercheur ne saurait consister à cumuler des témoignages par trop entachés de timidité descriptive. Comme on l'a noté plus haut, la perspective commune minimale suivie par S. Audouin-Rouzeau, A. Becker et D. Goldhagen – le postulat « toute action humaine est (individuellement) motivée », que ce dernier va jusqu'à renvoyer au jeu du « libre-arbitre » chez les exécutants, p. 28 – les conduit à juger les témoignages à l'aune d'un point de vue moral, celui de la disculpation. Sur ce terrain, D. Goldhagen apparaît être le plus extrême puisqu'il se situe explicitement sur le registre de la « responsabilité individuelle » qu'il souhaite rétablir dans ses droits contre des perspectives qui ont maintenu les bourreaux à longue distance et les ont traités comme des

pantins²⁸. De ce fait, et parce qu'il analyse des actes judiciaires, le politiste américain adopte le principe de travail suivant : « La seule méthodologie possible est d'écartier toutes les dépositions disculpant leur auteur qui ne sont pas corroborées par d'autres » (p. 459).

Si les auteurs de *14-18, retrouver la guerre*, n'en viennent pas à de telles extrémités, leur perspective individualisante les conduit néanmoins à juger la culpabilité du témoin, cette fois sur un plan personnel. La « dictature du témoignage » (p. 52) aurait ainsi eu pour conséquence de minorer les violences interpersonnelles par trop culpabilisantes :

« C'est toujours la brutalité anonyme, aveugle, qui est mise en avant, c'est-à-dire une violence sans responsabilité identifiée et, par là même, disculpatrice. La violence interpersonnelle, en revanche, de nature, elle, à entretenir une culpabilité durable, demeure une donnée très peu présente, sinon absente, du témoignage » (p. 53)²⁹.

Toutefois, on constatera que le résultat est à peu près identique, conduisant sinon à écarter, au moins à ne pas se fonder principalement sur les témoignages pour établir ce qu'était la cruauté effective des pratiques de combat, puisqu'en « matière de violence, les combattants ont choisi de taire bien des aspects essentiels » (p. 53). Ainsi, la mise en quarantaine s'impose pour permettre au chercheur de ne pas se laisser abuser par des « reconstructions » – même contemporaines de la guerre – trop éloignées de ce qu'étaient effectivement les représentations collectives de l'époque :

« Retrouver les représentations des hommes et des femmes qui ont vécu la tragédie de 1914-1918 consiste d'abord à isoler ces dernières des reconstructions des acteurs eux-mêmes et de celles de leurs enfants, parfois depuis les premiers moments de la guerre, plus souvent depuis le premier jour de l'armistice [...] »³⁰.

Ces quelques lignes font écho au postulat de Marcel Mauss suivant lequel il n'était pas utile de s'intéresser aux registres de justification ou

d'explication proposés par les « indigènes », puisque tout se joue largement hors d'eux :

« en magie comme en religion, l'individu ne raisonne pas ou ses raisonnements sont inconscients. [...] Nous pouvons nous retracer quelquefois le chemin couvert qu'ont suivi ses idées, mais, pour lui, il n'en est généralement pas capable³¹. »

En isolant les représentations collectives des témoignages contemporains, les deux auteurs s'efforcent bien de « retracer le chemin couvert qu'ont suivi leurs idées » en s'installant compositeurs d'un « tableau de genre » à partir de l'information livrée par quelques informateurs privilégiés, témoins acceptables parce que faisant pièce à l'historiographie de l'euphémisation. En effet, « Les historiens, trop confiants dans les témoignages, oublient aisément la spécificité de toute parole sur la violence extrême » (p. 59). Or, les récits de guerre tairaient trop souvent « l'affaiblissement sensible des normes morales habituelles du temps de paix. En dehors de rares allusions, la masturbation, le recours massif à la prostitution et, surtout, l'homosexualité figurent parmi les silences les plus épais du récit combattant » (p. 58). La question qu'on pourrait leur retourner est la suivante : comment s'en étonner vraiment ? Ces actes intimes seraient-ils tout d'un coup plus avouables auprès de la famille ou des proches parce qu'ils ont été accomplis en temps de guerre, loin du cœur et loin des yeux ?

Surtout, il leur faudrait alors mettre en œuvre ce qu'ils soulignent à juste titre sans le faire : dire les conditions de possibilité d'une prise de parole sur la violence extrême, par exemple en montrant que, sur ce point, ils ne citent que des extraits de témoignages d'intellectuels³², et ne s'interrogent ni sur leur capacité à dire ces choses, ni sur les formes à travers lesquelles ils les disent, ni sur ce qu'ils ne disent pas, par exemple le fait que peu d'entre eux racontent que la guerre fut pour eux une expérimentation forte de la distance sociale.

Robert Hertz, témoin exemplaire ?

Le cas de Robert Hertz, jeune et brillant durkheimien mort au front en 1915 dont le CNRS vient de publier les lettres à sa femme, est de ce point de vue exemplaire. Dans sa préface intitulée « Culture de guerre et consentement », C. Prochasson commence bien par souligner le fait que les « barrières culturelles semblent infranchissables » entre R. Hertz et ses camarades (*Un ethnologue...*, *op. cit.*, p. 28). Pourtant, cela ne l'empêche pas de faire de ces lettres une « étonnante illustration » de la thèse du consentement à la culture de guerre (p. 31). Si le témoignage est exemplaire, c'est que R. Hertz dit la chose explicitement, mieux même, avec les mots de *14-18, retrouver la guerre*: « Et pourtant en acceptant la guerre en y consentant du plus profond de notre vouloir, c'est tout cela [scènes de pillage], et des horreurs mille fois pires, que nous acceptons » (p. 114); « [La guerre] a quelque chose d'une croisade, elle annonce, elle prépare un ordre nouveau » (p. 139).

Peut-on pour autant se fonder sur ce témoignage pour valider la thèse du consentement censément partagé, rappelons-le, par la très grande majorité des combattants ? À lire les lettres et à condition de rapporter leur contenu à la position sociale de leur auteur, il semble que l'opération soit fort compliquée. En effet, à de multiples reprises,

R. Hertz souligne l'écart social qui le sépare des hommes qui l'entourent, tant en racontant sa propre position qu'en décrivant ses compagnons. À peine arrivé il « supplie » Alice de ne plus rien lui envoyer, « je suis le plus achalandé du régiment et ne manque de rien » (p. 43); plus tard il lui raconte, à propos des figures confites qu'elle lui a fait parvenir, que « plus d'un [de mes compagnons] disait qu'il avait dû venir à la guerre pour goûter de pareilles douceurs » (p. 110); en décembre 1914, il écrit encore: « Tout ce qui rappelle les anciennes inégalités de fortune, de classe, etc. est mauvais, et [...] je tranche déjà trop sur le commun » (p. 147). Ailleurs il note « qu'on me prend souvent pour un curé » (p. 72), « combien mes dents en or font d'impression par ici » (p. 105), ou que, « pour le camping, j'ai ici de bons maîtres » (p. 107): les remarques sur son « infirmité » manuelle et le fait que son grade de sergent lui permet de n'être que « contremaître » des travaux, sont légions. Il évoque également les rapports « exquis » qu'il a avec ses hommes: « Ils me traitent en ami, mais jamais la moindre familiarité, juste la nuance de respect qu'exige la discipline » (p. 54) et, à plusieurs reprises, dépeint les « simples et braves prolétaires » qu'il croise (« Mes oiseaux de basse-cour, je veux dire mes Mayennais », p. 117³³), notant à chaque fois qu'ils



33. Robert Hertz fait ici référence aux « Paroles et gestes des oiseaux », ensemble de « Contes et dictons recueillis sur le front, parmi les poilus de la Mayenne et d'ailleurs » (plusieurs de ses informateurs s'exerçaient également à reconnaître et à imiter le chant des oiseaux), publiés en 1917 dans la *Revue des Traditions populaires*, n° 1-2 et 3-4, 1917, puis de nouveau dans le recueil des articles de R. Hertz, *Sociologie religieuse et folklore*, Paris, Puf, 1970 [1928], pp. 170-185.

Si la parole de ces lettrés peut faire foi, c'est sans doute parce qu'ils sont ceux qui possèdent, de par leur formation, les outils intellectuels pour parler de la mort, de son attrait, de leurs fantasmes, de leur expérience traumatique. Or, ces aptitudes à l'intellectualisation ne sont pas sans risque pour le chercheur, particulièrement lorsqu'il s'attache à exhumer des « représentations » supposées partagées sans statuer sur le degré de leur diffusion sociale. Il est ainsi frappant de constater que le « recueil » d'une idéologie ou de dispositions guerrières dans des témoignages d'intellectuels semble fréquemment autoriser à transposer ces dernières chez les soldats des classes populaires, alors que le contraire est moins évident, comme si les

ne parlent pas vraiment la même langue : pour l'un deux, « opticien et optimiste sont interchangeables » (p. 93), et à propos de son ami l'ouvrier Charoy, « je m'étonne de voir combien nous sommes d'accord malgré la différence des langages » (p. 103).

Or, ces découvertes réitérées de la distance sociale ne relèvent pas seulement du constat sociologique. Les différentes trajectoires sociales des hommes du régiment semblent pouvoir être rapportées, et R. Hertz le suggère lui-même, à des attitudes différenciées devant la guerre, en tout cas bien éloignées des formes que prend son propre « consentement », d'ailleurs de moins en moins entier à mesure que la guerre se prolonge. En octobre 1914, il se porte volontaire pour se rapprocher de « l'action » du front en rejoignant un régiment de réserve et raconte qu'« il fallait un sergent par compagnie. Je n'ai pas eu de concurrent bien que plusieurs de mes camarades fussent de la même classe. Quant aux hommes, il s'est présenté quelques volontaires – le reste a été pris parmi les plus jeunes » (p. 83). À sa femme inquiète, il dit alors être « à sa place parmi les hommes de son âge ». Or, ce ne semble pas être l'avis partagé de ses compagnons, dont « ceux qui n'ont pas l'âme guerrière [...] sont ici la grande majorité » (p. 137) : « Quand j'ai quitté le 44^e plusieurs s'étonnaient et semblaient me dire, “comment

toi, un homme marié ?” » (p. 85). Le mois suivant, il continue à justifier ainsi son choix : « [...] que chacun écoute l'appel qui vient du fond de son être sans s'étonner et s'attrister si son voisin n'entend pas les mêmes voix » (p. 107) et raconte que son compagnon Chiffer le « blaguait gentiment comme “celui qui a fait le sacrifice de sa vie” et [lui] disait carrément qu'il considérait la guerre comme une interruption odieuse de sa carrière productive et de sa vie familiale et que tout son espoir était d'en sortir sain et sauf le plus vite possible (je cite celui-là parce que c'est un homme grave, religieux et réglé par son devoir – mais il ne sentait à aucun degré la “religion de la guerre”) » (p. 126).

Bref, il semble que l'on puisse conclure qu'au minimum, les termes dans lesquels R. Hertz décrit son engagement (« Nous ne sommes pas parmi les “heureux”, les élus, qui en ce moment sont engagés dans l'action et donnent leur vie », p. 49. « Pas un instant il ne me vient à la pensée de maudire cette guerre – et je la bénis au contraire comme une chose sublime et, pour nous, bienfaisante. Je vis le plus souvent dans une sorte d'extase joyeuse », p. 65) devaient sans doute sembler étranges (sinon étrangers) à la plupart de ses compagnons et qu'il est à tout le moins audacieux de poser l'hypothèse d'un large partage de telles représentations.

membres des classes populaires étaient considérés, non sans un ethnocentrisme évident, comme plus (et jamais moins) spontanément ajustés aux exigences de l'institution militaire que les soldats d'autres origines sociales. Ce préjugé par lequel une plus faible capacité à intellectualiser les choses est mise en équivalence avec une disposition à la violence, alors que l'intellectualité serait à l'inverse synonyme d'incapacité à la violence, est tourné en ridicule dans la célèbre enquête par sondages que Paul Lazarsfeld avait consacrée aux soldats américains au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce classique souvent présenté aux étudiants en méthodes des sciences sociales, P. Lazarsfeld ironisait tout d'abord sur ces

sociologues qui s'acharnent à démontrer l'évidence : comment s'étonner de ce que les soldats dotés d'un niveau d'instruction élevé présentent plus de symptômes pré-névrotiques que ceux qui ont un faible niveau d'instruction (les intellectuels ne sont-ils pas plus compliqués après tout ?) ; comment s'étonner encore que pendant leur service militaire, les ruraux aient d'ordinaire meilleur moral que les citadins (ne sont-ils pas habitués à une vie plus rude que les délicats urbains ?). P. Lazarsfeld dressait alors une série de constats contre intuitifs : c'étaient en réalité les soldats à faible niveau d'études qui présentaient plus de troubles psychologiques, de même que les ruraux, pensant aux moissons et autres travaux de la

ferme qui nécessitaient leur présence, souffraient davantage de l'éloignement que leurs camarades urbains³⁴.

Du point de vue de ce rapport complexe au statut social des témoins, les critiques que S. Audouin-Rouzeau et A. Becker font à l'ouvrage de J. N. Cru, ici représentatif d'un « discours minimaliste » sur les violences³⁵, là imposant « une véritable norme (rigide et sélective à la fois) du discours combattant » (p. 52), auraient eu plus d'assise et de portée si leurs auteurs avaient mis en œuvre dans leur propre travail les règles strictes de présentation des témoins dont J. N. Cru fait la critique (date de naissance, origines familiales, études, profession, carrière militaire). Car si ce dernier peut être discuté dans certaines de ses prises de position³⁶, au moins donne-t-il les instruments précis pour contrôler les modalités d'établissement de son jugement. À l'inverse, *14-18, retrouver la guerre*, ne comporte aucune analyse du corpus de témoignages convoqués pour faire preuve, ni même un simple index. En cela, S. Audouin-Rouzeau et A. Becker restent fort éloignés des principes énoncés fortement tant par J. N. Cru que par Marc Bloch, là encore dans un témoignage sur la guerre. À la position du premier, affichée dès l'avant-propos (« Dans tout le cours de ma critique j'insiste pour connaître et établir les faits essentiels de la biographie des auteurs: ce sont les lettres de créance du témoin. Témoin moi-même, on aurait le droit de me demander mes papiers. Je m'exécute: [...] ») répond celle du second, énoncée dans le premier chapitre du livre, « Présentation du témoin »: « Un témoin a besoin d'un état civil. Avant même de faire le point de ce que j'ai vu, il convient de dire avec quels yeux je l'ai vu³⁸. »

Ces principes renvoient au travail classique de critique historique des sources: recoupement d'informations, analyse des conditions de production des témoignages et des documents, étude des relations entre pratiques observées, discours tenus et positions sociales. En ce



34. Paul Lazarsfeld, « The American Soldier. An Expository Review », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 13, n° 3, 1949, pp. 379-380.

35. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, « Violence et consentement... », *op. cit.*, p. 262.

36. On peut d'ailleurs s'étonner de leur désaccord apparemment complet avec J. N. Cru, au moins au sens où celui-ci adopte, dans son débat avec Henri Barbusse auquel il reproche de replacer dans les tranchées les distinctions politiques et sociales propres au monde civil, une position unanimiste (la guerre « met les hommes à nu », voir sur ce point F. Rousseau, *Le procès...*, *op. cit.*, pp. 111 et suiv.) qui le rapproche sur ce point de l'égalisation culturelle soutenue par nos auteurs.

37. J. N. Cru, *Témoins...*, *op. cit.*, p. VIII.

38. M. Bloch, *L'étrange défaite*, Paris, Folio Gallimard, 1990 [1946], p. 30. Pour une analyse des parentés entre techniques d'objectivation dans les sciences sociales empiriques à partir des textes de M. Bloch, voir Florence Weber, « Métier d'historien, métier d'ethnologue », *Cahiers Marc Bloch*, n° 4, 1996, pp. 6-24.

39. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, « Violence et consentement... », *op. cit.*, pp. 265-266.

40. J'adapte ici librement la formulation de Gérard Noiriel lorsqu'il écrit: « Quelles preuves avons-nous, par exemple, qu'au XIX^e ou au XX^e siècle, tous les membres des classes populaires s'identifiaient à cet "être ensemble" national? Et si ce n'était pas le cas, faudrait-il en conclure que ces individus n'appartenaient pas à la nation? », dans *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001, p. 111.

41. Ce type d'intellectualisation n'est évidemment pas problématique en soi, il l'est ici parce qu'il délégitime arbitrairement (puisqu'il ne les examine pas) et parce qu'elles ne ressortissent pas du domaine des raisons intérieures présentes (« en connaissance de cause ») d'autres justifications existantes.

42. S. Audouin-Rouzeau et A. Becker, « Violence et consentement... », *op. cit.*, p. 267. Le titre du passage concerné est même intitulé: « Messianisme, millénarisme et eschatologie » (p. 264).

sens, une analyse prosopographique du corpus de témoignages appelés à citation paraît particulièrement nécessaire dans le cas de travaux visant à exhumer des représentations partagées. Surtout, elle ne saurait à mon sens avoir que des avantages, positivement et négativement. Négativement, elle est un garde-fou contre la tentation d'injecter « en bloc » une architecture propositionnelle dans la tête des enquêtés. Positivement, elle inviterait sans nul doute le chercheur à prendre en compte, quitte à en démontrer l'ineffectivité, les relations entre les comportements indigènes et leurs positions sociales.

Investir sa nation ?

Le recours au sentiment national dans *14-18, retrouver la guerre*, couplé à une intellectualisation poussée des attentes des hommes de 1914-1918, me semble caractéristique du versant négatif de l'alternative. Le thème culturel de la « croisade contre la barbarie », visible dans la « ferveur » des corps (p. 138), paraît en effet être sinon une reformulation élaborée de l'explication par le sentiment patriotique « défensif », au moins son pendant « offensif » :

« Le drame de la guerre, et une des clés de sa durée et de son acharnement, c'est donc l'investissement des hommes de 1914-1918 sur leur nation sans lequel on ne peut expliquer le courage, l'esprit de sacrifice, le sens du devoir (pour reprendre un mot omniprésent dans toutes les correspondances) des combattants. C'est leur sentiment, si fortement intériorisé, qu'ils avaient à défendre leur sol, quel qu'en pût être le coût³⁹. »

Succède à ce passage un extrait de témoignage récent (1995) : « Devant moi il y avait dix départements occupés, derrière moi il y avait ma famille : que vouliez-vous que je fasse ? ». Les deux auteurs concluent de ce témoignage à l'existence « que cela plaise ou non, du consentement de ceux qui y ont pris part » (p. 266). Deux objections peuvent être apportées à cette argumentation.

D'une part, bien que la recherche empirique ait toujours le plus grand mal à faire la démonstration de la réalité du sentiment d'appartenance, il est certes possible d'interpréter le témoignage qui précède comme l'une de ses manifestations possibles. Pour autant, y a-t-il nécessité d'en référer à un « investissement des hommes sur leur nation » pour comprendre ce témoignage, pour saisir pourquoi ce soldat a continué à combattre ? Surtout, si ce n'était pas le cas, s'il n'avait rien investi, s'il ne s'identifiait pas à un « être-ensemble » national, faudrait-il en conclure qu'il n'appartenait pas vraiment au groupe des poilus, qu'il aurait aisément pu se mettre en retrait ou se révolter, bref ne plus subir la guerre⁴⁰ ?

D'autre part, on voit ici que, dans un schéma d'analyse où l'enquêteur se construit en interprète omniscient, les raisons données couramment, et éventuellement inscrites dans la trajectoire biographique du témoin (le « courage », le « sens du devoir »), paraissent ne pas suffire et devoir faire l'objet d'une intellectualisation de niveau supérieur, ici sous la bannière du sentiment national⁴¹. C'est le même type de d'intellectualisation, là encore adossée à des explications plus « terre-à-terre » bien que manifestement insuffisantes, qui préside à l'affirmation suivante :

« La guerre, dès qu'on veut bien l'envisager sous l'angle des cultures, fut donc une immense tension collective de type eschatologique. Certes, la plupart ont d'abord subi, obéi à la contrainte, "tenu", faute de pouvoir faire autrement : mais seule une très étroite minorité a pu s'affranchir totalement du système de représentations du plus grand nombre⁴². »

La question se pose de savoir le sens que peut revêtir une telle formulation renvoyant la présence au front de milliers d'individus, durant quatre ans, à une même eschatologie, évidemment pour eux qui ont tenu, mais aussi pour nous. En effet, elle suppose en particulier d'admettre la collectivisation quasi complète

d'un système de représentations (d'une eschatologie), mais aussi, en creux, la dissolution ou la mise entre parenthèses des dispositions personnelles et des liens sociaux, double postulat qu'illustre en partie la citation suivante: «Ce sont les patries qui l'emportent. [...] Le sentiment de défense transcende toutes les solidarités alternatives⁴³» (*14-18, retrouver la guerre*, p. 114).

Jusqu'où l'affirmation peut-elle être admise? Les deux seuls et courts exemples dans lesquels se dévoile l'importance des liens sociaux ne semblent pas accréditer un tel constat. Dans le premier cas, les auteurs rappellent que

«Le maintien au front d'une vie culturelle [...], la vigueur avec laquelle les pratiques de sociabilité du temps de paix furent transférées et entretenues au front par les combattants [...], le maintien de liens avec l'arrière si serrés que les combattants continuaient de gérer leurs affaires professionnelles et familiales à distance montrent à quel point les anciens systèmes de normes ont cohabité, apparemment sans heurt, avec l'anomie des champs de bataille» (p. 50).

À lire cet extrait, il ne semble pas si évident que la dichotomie pratique de sociabilité du temps de paix/anomie du champ de bataille puisse être raisonnablement maintenue.

Le second exemple vient illustrer la thèse du large consentement des populations. Il s'agit du cas anglais, intéressant puisque le pays ne connaît pas la conscription avant 1916, ce qui permet aux auteurs d'écrire: «Il faut se rendre à l'évidence: pour l'essentiel, les engagés britanniques des débuts de la guerre furent bien des volontaires, au sens plein du terme». Or, là encore, les développements qu'ils apportent soulignent à mon sens des contradictions proprement sociologiques à leur affirmation:

«Les hommes partent souvent en groupe, sans rompre les sociabilités de travail, de loisir ou de voisinage nouées lors du temps de paix: ce sont les ouvriers d'un puits de mine, d'une compagnie de chemin de fer, les membres d'une équipe sportive, les élèves d'une Public School, les habitants d'un quartier



43. Les auteurs discutent ici la disparition des solidarités internationales, qu'elles soient politiques, religieuses ou scientifiques. C'est donc moi qui «tire» la citation vers la question des solidarités sociales, sans pour autant, me semble-t-il, dénaturer le sens de leur démonstration concernant, à cette même page et dans celles qui suivent, «le surgissement du sentiment de nation» en juillet et août 1914.

44. Hypothèse défendue par Pierre Favre dans «Y a-t-il un rapport "ordinaire" au politique?», in Jean-Louis Marie, Philippe Dujardin et Richard Balme (éd.), *L'ordinaire. Mode d'accès et pertinence pour les sciences sociales et humaines*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 275-305.

45. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker, «Violence et consentement...», *op. cit.*, p. 256.

46. S. Audoin-Rouzeau, «Violences extrêmes...», *op. cit.*, p. 547.

47. Patrick Pharo, «La cruauté et l'éclipse des convictions morales», in Raymond Boudon *et al.*, *Cognition et sciences sociales*, Paris, Puf, 1997, p. 183.

48. *Ibid.*, p. 186.

de Manchester ou de Birmingham qui forment les « bataillons de copains » de l'armée Kitchener » (p. 117).

Plutôt que de refermer le système sur lui-même en en référant seulement à une croisade patriotique ou au surgissement du sentiment national, il me semble intéressant de suivre cette piste consistant à remettre en lumière le rôle des solidarités alternatives, à comprendre en quoi et selon quelles logiques le groupe considéré peut fabriquer de l'allégeance et du conformisme. Il s'agit ici de poser quelques linéaments pour un traitement sociologiquement informé des comportements de guerre, en particulier en travaillant l'hypothèse d'une continuité entre l'ordinaire du monde civil et l'extraordinaire du front⁴⁴.

Vers une sociologie des violences ?

De façon tout à fait paradoxale par rapport à l'histoire culturelle défendue, il faut reconnaître à S. Audouin-Rouzeau et A. Becker d'avoir posé à plusieurs reprises cette hypothèse continuiste, comme lorsqu'ils notent que « l'immense majorité des soldats étaient des civils en uniforme, restés pour l'essentiel très proches de leurs préoccupations de civils⁴⁵ », ou encore lorsque le premier écrit :

« Notre représentation courante, spontanée, de l'activité guerrière ne présuppose-t-elle pas un très large fossé entre celle-ci et nos activités en temps de paix ? Pourtant, l'analyse un peu poussée de la violence de combat démontre plutôt l'inverse, c'est-à-dire la facilité du passage entre pratiques du temps de paix et mise en œuvre de la violence extrême des temps de guerre⁴⁶. »

Pour autant, les chantiers potentiellement ouverts par ces propositions ne sont pas développés dans les travaux cités, sans doute parce que l'hypothèse continuiste s'accorde a priori difficilement au thème, extraordinaire par excellence (dans son apparition comme dans sa chronologie), de la culture de guerre.

Tournons-nous vers d'autres exemples possibles d'un tel traitement de l'objet. La plupart des recherches adoptant une perspective sociologique pour traiter des comportements de guerre s'intéresse de façon privilégiée aux modalités de routinisation de la violence, c'est-à-dire aux manières par lesquelles la cruauté peut « apparaître comme le résultat d'un conditionnement social ou naturel »⁴⁷. Elles s'accordent en général pour dégager un faisceau de facteurs permettant de comprendre comment les individus ont pu s'adapter à ce qu'on leur demandait de faire, puisqu'il est maintenant largement admis que l'exception réside plus dans l'opposition que dans le conformisme. Dans son étude, Patrick Pharo dégage ainsi quatre « conditionnements-relais » typiques des situations « d'éclipse des convictions morales » : l'influence de l'idéologie, en particulier à travers le processus d'animalisation de l'ennemi ; les différents moyens de pression et du contrôle social : rôle de l'autorité, conformisme, récompenses et sanctions du groupe, impunité ; les situations de travail « fait à fond » ou « bien fait », renvoyant à la « routine opératoire » qui conduit à des formes de « déréalisation » ; enfin, les « cercles de confirmation » de la cruauté reposant sur un mécanisme « d'autoalimentation des actes cruels par leurs propres effets »⁴⁸. On se propose maintenant de relire, à la lumière de ces formes de conditionnement (retenues ici à titre purement exploratoire de modalités d'exposition commodes), quelques questions déjà entrevues dans les pages qui précèdent. Commençons par évoquer l'influence de l'idéologie, que l'on reliera ici directement au problème des cercles de confirmation de la cruauté, avec pour objectif de souligner le caractère nécessairement processuel de toute démarche continuiste.

C'est de nouveau S. Audouin-Rouzeau qui nous en fournit l'occasion à travers son insistance à distinguer ce qui relèverait des représentations



49. «N'est-ce pas l'intériorisation par les combattants du système de représentation nazi qui a servi *a posteriori* de justification aux actes commis à l'encontre de l'adversaire, actes dont on ne peut exclure qu'ils se seraient produits de toute façon» (S. Audouin-Rouzeau dans «Au cœur de la guerre...», *op. cit.*, p. 87).

50. *Ibid.*, p. 77.

51. Omer Bartov, «L'opération Barbarossa et les origines de la Solution finale», in S. Audouin-Rouzeau, A. Becker, C. Ingrao, H. Rouso (éd.), *La violence de guerre...*, *op. cit.*, p. 204.

52. Sur l'abaissement total de la victime comme facteur de déshumanisation, elle-même essentielle aux tueries, voir les remarques de C. R. Browning dans sa postface, p. 308.

53. C. Ingrao rejoint cette position lorsqu'il mentionne la «vision SS de la "barbarie"» que les hommes ont «le sentiment de vérifier sur place» (dans «Violence de guerre, violence génocide : les *Einsatzgruppen*», in S. Audouin-Rouzeau, A. Becker, C. Ingrao, H. Rouso (éd.), *La violence de guerre...*, *op. cit.*, p. 227).

54. O. Bartov, «L'opération Barbarossa...», *op. cit.*, p. 194.

55. C. R. Browning, «Bourreaux allemands. Comportements et mobiles à la lumière de nouveaux documents», in *Politique nazie...*, *op. cit.*, pp. 173-204.

56. Il serait ici intéressant de rapporter le constat de l'obéissance «démotivée» de la majorité des policiers aux remarques de M. Dobry concernant la non-coïncidence possible entre «revendications de légitimité» des dominants et «croyances en la légitimité d'une domination», sans pour autant que cette non-coïncidence soit obligatoirement le signe d'une fragilité de la domination («Légitimité et calcul rationnel. Remarques sur quelques "complications" de la sociologie de Max Weber», in Pierre Favre, Jack Hayward, Yves Schemel (éd.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, FNSP, 2003, pp. 127-147).

57. Je reprends ici les remarques de F. Weber dans son compte rendu de *Des Hommes ordinaires...*, *op. cit.*, in *Genèses*, n° 16, 1994, pp. 168-169.

partagées par les combattants de ce que serait le domaine de «l'idéologie», objet de propagande et de légitimation ex-post des actes commis⁴⁹. Discutant l'ouvrage d'O. Bartov, *L'armée d'Hitler*, il écrit: tenir le combat pour un «acte culturel» comme un autre, c'est «le meilleur moyen de contourner l'écueil téléologique qui conduit à voir dans les pratiques mises en œuvre par les combattants le résultat d'une surdétermination idéologique: à ce titre l'hypothèse de la "nazification" n'offre-t-elle pas un cadre interprétatif commode mais quelque peu paresseux du comportement des soldats allemands sur le front de l'Est à partir de juin 1941 ? »⁵⁰. Il paraît pourtant difficile de réduire l'argumentation d'O. Bartov à une simple explication par la «nazification». S'il insiste effectivement sur le rôle de l'endoctrinement des soldats, c'est pour mieux en montrer les effets spécifiques dans la structure «démodernisée» de la guerre sur le front de l'Est (dureté extrême des conditions de combat, impossibilité de la guerre éclair, défaillance des technologies modernes utilisées à l'Ouest). Les lettres de soldats témoigneraient du fait que la réalité du front les étonne dans sa confirmation supposée de ce à quoi ils ont été endoctrinés (et dont ils étaient peut-être moins dupes qu'on ne le pense), comme l'indiquent les mots d'un sous-officier: «Lorsqu'on lit le *Stürmer* et qu'on regarde les images, on n'a qu'une pâle illustration de ce que nous voyons ici⁵¹.» Dans cette logique, ce sont les conditions de survie à l'Est qui viennent «confirmer» et «consolider» les convictions idéologiques des soldats, suivant un processus d'inversion de la victime en responsable maintes fois noté⁵²:

«Les traits déformés des victimes torturées et massacrées prouvaient leur inhumanité au lieu de prouver celle de leurs tortionnaires; l'indignation et le dégoût physique suscités par ces visages engendraient un puissant désir de vengeance qui, par renversement, se retournait contre les victimes plutôt que contre les coupables, autrement dit contre "l'autre" plutôt

que contre soi-même, puisque c'était cet autre, par sa présence, qui avait rendu de telles atrocités nécessaires : l'évidente inhumanité des victimes avait forcé les bourreaux à découvrir leur propre barbarie » (*L'armée d'Hitler*, pp. 159-160)⁵³.

En conclusion, O. Bartov insiste donc sur le primat du contexte dans le développement d'une spirale de la violence où l'approbation par l'autorité d'actes de brutalité non autorisés légitime en retour une discipline extrêmement dure : l'opération Barbarossa a « façonné la mentalité de l'individu et créé un comportement psychologiquement favorable à des actions qu'il aurait été impossible d'envisager en d'autres circonstances et qui auraient pu susciter l'opposition »⁵⁴.

Venons-en donc à la question du contrôle social et de la soumission à l'autorité, peut-être la plus évidente et la mieux étayée, en particulier par les travaux de C. R. Browning. Les conclusions qu'il propose pour rendre compte de l'attitude des policiers du 101^e bataillon de police sont maintenant bien connues. Il les rappelle de nouveau dans sa « postface » en réponse à D. J. Goldhagen :

« À maintes reprises, [D. J. Goldhagen] aborde le problème des divergences d'interprétation sous la forme d'une fausse dichotomie. De deux choses l'une : ou les Allemands étaient "d'accord" avec Hitler sur la nature diabolique des Juifs et croyaient donc que le massacre était nécessaire et juste ou ils devaient se dire qu'ils étaient en train de commettre le plus grand crime de toute l'histoire. De mon point de vue, la majorité des tueurs n'entrent dans aucune de ces catégories opposées. Outre un tableau nuancé du bataillon, j'ai proposé une explication multicausale des motivations. J'ai signalé l'importance du conformisme, des pressions exercées par les pairs et de la soumission à l'autorité ; et j'aurais dû souligner de manière plus explicite l'effet de légitimation des pouvoirs publics » (p. 320).

Bien loin de proposer un système explicatif total, l'auteur a récemment poursuivi ses investigations en ne faisant que, si l'on peut

dire, restituer en contexte la pluralité des points de vue de quelques agents « de terrain » de la Shoah. Dans un même chapitre⁵⁵, il s'attache, à partir de sources rares (archives d'un poste de police local, correspondance d'un policier réserviste, archives d'une enquête disciplinaire nazie à l'encontre d'un fonctionnaire du Reich, récits de survivants juifs) à l'analyse des effets de l'environnement sur le respect ou la transgression plus ou moins rapide des normes du temps de paix. À travers une démarche symptomale, C. R. Browning restitue avec le plus de précision possible des scènes sociales précisément circonscrites, cherchant pour chacune d'elles à rendre compte des différents points de vue en présence pour comprendre comment s'agencent des attitudes différenciées devant le meurtre de masse : durcissement graduel ou basculement meurtrier brutal en fonction du contexte ; obéissance résignée et « démotivée » aux ordres de la plupart des individus ; abstention sans protestation ou opposition explicite aux tueries aussi minoritaires que ne l'est la participation la plus zélée (et idéologiquement motivée)⁵⁶. On regrettera que l'auteur n'ait pas cherché à rapporter plus systématiquement ces attitudes aux positions sociales et aux expériences antérieures des différents agents concernés. Peut-être une telle prise en compte permettrait-elle de lier la participation « démotivée » du plus grand nombre à certaines dispositions acquises, antérieurement à la guerre, dans des situations de domination professionnelle et/ou sociale et, à l'inverse, de renvoyer l'abstention silencieuse, l'opposition résolue ou la participation revendiquée à la maîtrise de schèmes culturels favorisant chez ces individus la revendication d'une autonomie morale⁵⁷ ?

Dans le même ordre d'idée, c'est à l'examen minutieux d'une thèse strictement sociologique qu'O. Bartov consacre son analyse du comportement des soldats de la Wehrmacht sur le front de l'Est. En effet, confronté à la

fameuse théorie des « groupes primaires » dans l'armée (l'une des caractéristiques traditionnelles de la Wehrmacht était d'être organisée sur une base « régionale » pensée pour renforcer la cohésion et l'esprit de corps des bataillons), théorie qui permettait d'expliquer la résistance de la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale⁵⁸, l'auteur montre que la « démodernisation » du front a conduit à la destruction rapide de ces groupes primaires (mort omniprésente conduisant à un turnover très important des hommes du rang). Ces ensembles sociogéographiques d'origine ne peuvent se maintenir et n'expliquent donc pas la volonté de combattre des soldats, la cohésion « jusqu'au boutiste » de la Wehrmacht. Pour autant, le rejet de l'explication par les groupes primaires ne conduit pas l'auteur à passer par pertes et profits la question de l'encadrement des hommes. Selon lui, la cohésion de l'armée s'expliquerait par la perversion de la discipline à laquelle a donné lieu la guerre à l'Est, combinaison d'une autorité disciplinaire absolue quant au combat et d'un laisser-faire total quant à la permissivité des atrocités contre les civils :

« La sévérité de la discipline joua donc un rôle beaucoup plus important dans le maintien de la cohésion des unités que les “groupes primaires”. [...] La “légalisation” de certains crimes et la tolérance à l'égard des autres contribuèrent à la remarquable détermination manifestée par la Wehrmacht sur le terrain ; par ailleurs, elle fit naître chez beaucoup de soldats et d'officiers le sentiment d'être lié par une faute commune, qui les poussa à rester ensemble » (p. 150).

Tout au long de l'ouvrage, il démonte avec minutie les mécanismes progressivement à l'œuvre permettant de comprendre comment des milliers d'hommes ont dû, dans le contexte très spécifique du front de l'Est, se soumettre, tant à l'autorité disciplinaire de leurs supérieurs qu'aux pressions des membres de leur unité d'appartenance :



58. Voir Edward A. Shils et Morris Janowitz, « Cohesion and Disintegration in the Wehrmacht in World War II », *Public Opinion Quarterly*, n° 12, 1948, pp. 280-315.

59. Le travail de C. Ingrao consiste précisément dans l'analyse des trajectoires biographiques d'un échantillon de cadres du SD. Voir son article « Violence de guerre, violence génocide... », *op. cit.*, pp. 219-241 et surtout « Culture de guerre, imaginaire nazi, violence génocide. Le cas des cadres du SD », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, n° 2, 2000, pp. 265-289.

60. Sur la fonction moralisatrice et civique de la discipline des mouvements d'ensemble à l'école ou dans les activités associatives parascolaires, voir les travaux de Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996 ; Yves Déloye, *École et citoyenneté. L'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy : controverses*, Paris, FNSP, 1994 ; Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, MSH, 1997 et *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999 ; Pierre Arnaud, *Le militaire, l'écolier, le gymnaste : naissance de l'éducation physique en France (1869-1889)*, Lyon, Pul, 1991 ou Odile Roynette, « Bon pour le service » : *l'expérience de la caserne en France à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Belin, 2000.

« Contrairement aux prévisions de certains généraux, c'est grâce à ce retour à l'état sauvage des soldats, et non malgré lui, qu'il fut possible d'imposer une discipline de fer au combat, sans provoquer ni esprit de révolte ni actes de mutinerie » (p. 111).

À la fin de l'ouvrage, il développe, sur cette question de l'ancrage social des comportements, un court paragraphe qui, me semble-t-il, peut représenter un véritable programme de recherche. O. Bartov cherche ici à expliquer le fait que les travaux historiques prennent trop peu en considération les liens entre les comportements et motivations des soldats durant la guerre et leur trajectoire biographique antérieure (... et postérieure):

« [...] les historiens étudiant la société civile s'intéressent peu à l'armée, alors que les spécialistes d'histoire militaire s'intéressent presque exclusivement aux questions militaires, et ne posent le problème des contacts entre l'armée et le monde civil qu'aux niveaux hiérarchiques les plus élevés. En conséquence, ils ne voient dans les rangs inférieurs de l'armée qu'une masse grise, anonyme, sans passé dans le monde civil et sans identité individuelle, dépourvue de volonté et de conscience. Cela permet d'attribuer à la masse des conscrits engagés dans une armée les caractéristiques qu'on veut, sans prendre la peine d'étayer son opinion par des preuves. Ainsi, en fonction du point de vue que l'on a sur la société civile sous le III^e Reich, on peut présenter les soldats de la Wehrmacht comme des nazis fanatiques ou comme des individus totalement indifférents à l'idéologie, sans jamais parler de leurs conditions de vie ni de la spécificité de leur expérience avant leur incorporation. De surcroît, de la même façon que les conscrits sont censés abandonner toutes leurs particularités de civils une fois sous l'uniforme, les expériences vécues sur le front sont elles aussi censées s'effacer dès le retour à la société civile » (p. 195).

Les pistes développées par O. Bartov, sans être bouleversantes d'originalité⁵⁹, ont néanmoins le grand intérêt de porter le regard sur le monde des conscrits. En ce sens, elles invitent à comprendre comment ces hommes du

rang ont appris et continuent, durant la guerre, à s'aligner et à tenir ces rangs. Or, il semble difficile de parvenir à comprendre cela sans faire référence à des questions de discipline et aux modalités à travers lesquelles celle-ci a pu être intériorisée. Pourtant, on ne trouve pas trace, dans *14-18, retrouver la guerre*, tant des aspects renvoyant à l'encadrement militaire des poilus que de leurs croyances et activités les plus « ordinaires » au front. C'est cette absence qui permet de comprendre la différence abyssale séparant ce livre d'un autre ouvrage posant pourtant des questions très proches (reprises pour certaines d'entre elles de l'article programmatique de *Pour une histoire culturelle*), celui de F. Rousseau, paru un an plus tôt, *La guerre censurée* (il n'est jamais cité dans *14-18, retrouver la guerre*). Il est en effet étonnant et sans doute rare de rencontrer deux ouvrages portant sur le même thème et pourtant aussi dissemblables. Le livre de F. Rousseau décrit ainsi des éléments et activités du monde de la guerre qui n'existent pas chez son successeur, ceux et celles qui sont réalisés lorsque les soldats ne sont pas au combat et qui renvoient le plus souvent à la question de la sensibilité de l'homme à la contrainte sociale: citons, parmi une longue liste, l'attente interminable sur le front, l'absence d'informations sur les ordres donnés, la vie en collectivité et les rapports hiérarchiques dans des conditions souvent terribles, les exercices disciplinaires continus, même en situation de repos, etc.

Au-delà de ces problèmes renvoyant à l'encadrement des hommes dans le temps même du conflit, on peut considérer qu'il n'est pas illogique, à qui voudrait comprendre comment et pourquoi les hommes ont tenu quatre ans, d'en référer au lent travail éducatif de « nationalisation » des masses effectué par le service militaire et les modalités d'apprentissage scolaire et parascolaire de l'obéissance en groupe sous la République⁶⁰. Parce que ce travail visait « la conformation des consciences et des

corps»⁶¹ en considérant que la discipline physique mène naturellement à la moralisation civique, cette perspective replaçant la question de la contrainte sociale dans un rapport historique permettrait sans doute de réinterroger à nouveaux frais la thèse du sentiment d'appartenance à la nation, si l'on tient absolument à conserver ce vocabulaire. Elle invite en particulier à garder à l'esprit le fait que les comportements collectifs institués promus par ces mouvements d'ensemble (particulièrement dans un cadre militaire) ont pour principal intérêt d'économiser les efforts et l'engagement imposés aux participants (le charisme est dans le geste, pas dans la personne qui l'effectue), de faire immédiatement reconnaître les formes à travers lesquelles l'hommage ou l'obéissance s'expriment, enfin et surtout, d'éviter aux individus de devoir obligatoirement porter un jugement sur ce qu'ils font (raison pour laquelle on ne peut admettre qu'endurance et assomption s'équivalent).

S. Audouin-Rouzeau et A. Becker semblent en appeler à une historicisation des comportements de ce type lorsqu'ils qualifient de «lacune grave» le fait que C. R. Browning n'ait pas posé l'hypothèse de «l'éventuelle (mais vraisemblable) participation [des hommes du 101^e bataillon] aux combats de la Grande Guerre», suivant l'idée qu'ils seraient typiquement «des Allemands qui ne se seraient pas démobilisés après 1918» (p. 193). Pour autant, ils demeurent, ici encore et à double titre, prisonniers de leur système explicatif: la culture de violence des années 1940 ne renvoie qu'à la culture de guerre de 1914-1918, et cet enfermement empêche les auteurs de rapporter le comportement des soldats de 1914-1918 à leur socialisation antérieure, puisqu'ils «attrapent» cette culture en 1914. Dès lors, ils restent cantonnés à l'exceptionnalité de la culture de guerre et ne peuvent, sous peine de sortir du système, s'atteler à délimiter la place et les fonctions de l'ordinaire dans l'extraordinaire.



61. Pierre Arnaud, *Le militaire...*, *op. cit.*, p. 207.
62. C. Ingrao, «Violence de guerre, violence génocide...», *op. cit.*, pp. 236-238.
63. *Ibid.*, pp. 238-239.
64. A. Prost, «La guerre de 1914...», *op. cit.*, pp. 100-101.
65. *Le Temps* du 19 septembre 1927.
66. *Carnet d'un combattant* (1919), cité par J. N. Cru, *Témoins...*, *op. cit.*, p. 192.
67. Paul Tuffrau, *14-18. Quatre années sur le front*, avant-propos de Françoise Cambon, préface de S. Audouin-Rouzeau, Paris, Imago, 1998, p. 127, voir A. Prost, «La guerre de 1914...», *op. cit.*, n. 33, p. 102.
68. A. Prost, «La guerre de 1914...», *op. cit.*, p. 101.
69. Everett C. Hugues, «Studying the Nurse's Work», *American Journal of Nursing*, n° 51, 1951, pp. 294-295 [trad. dans *Le regard sociologique. Essais choisis*, textes rassemblés et présentés par Jean-Michel Chapoulie, Paris, EHESS, 1996, pp. 69-73].

L'examen du troisième type de conditionnement évoqué par P. Pharo (la question du «travail bien fait» ou «fait à fond»), s'il peut et doit être rattaché à la question du conformisme, fait à mon sens franchir un pas supplémentaire à ce que pourrait être un examen sociologique des comportements combattants, précisément parce qu'il rattache les gestes extraordinaires de la guerre aux attitudes les plus ordinaires que les individus ont pu intérioriser au long de leur trajectoire personnelle. Ce rapport à l'exécution correcte de la tâche imposée, quelle que soit sa pénibilité ou son horreur, doit évidemment être rapporté à la division taylorienne du travail qui caractérise au premier chef les situations militarisées, en particulier parce qu'elle facilite l'accoutumance aux situations extrêmes et favorise la solidarité du groupe. C. Ingrao note ainsi le rôle essentiel joué par le «savoir-faire empirique» constitué par les *Einsatzgruppen* pour à la fois garantir l'efficacité recherchée et diminuer l'implication psychologique individuelle, même chez les plus féroces et motivés des tueurs : partage des tâches entre surveillance, acheminement et exécution des victimes ; tirs collectifs, de dos ; fosses creusées pour ne pas voir les corps ; distance et militarisation du tir ; automatisation des gestes de recharge des armes pour éviter les regards sur la fosse ; passage de tous à toutes les fonctions, y compris le tir, pour répartir la charge du geste⁶². L'auteur renvoie là encore cette «violence extirpatrice» à un «consentement» fondé sur la mémoire de la Grande Guerre et le fait que «tous partent dans l'idée que la lutte commencée en 1914 n'a jamais cessé»⁶³, suivant toujours le principe que c'est l'esprit qui guide le geste.

Pourtant, il semble possible de rapporter cette mécanisation partagée du travail de soldat à d'autres facteurs non nécessairement «motivationnels». Antoine Prost rattache ainsi le consentement des poilus non à «une ferveur de croisade», mais à un ensemble de causes

structurelles et sociales : la présence de l'ennemi sur le territoire ; la pression de l'arrière, ou de l'ensemble de l'opinion ; la «solidarité des poilus avec leurs camarades» ; enfin, et c'est ce qui nous intéressera ici, la «conscience professionnelle. Faire la guerre devient un métier qu'il faut faire comme un autre»⁶⁴. À l'appui de sa démonstration, il recourt à des citations précisément dépourvues de toute intellectualisation, de toute référence à un «imaginaire» de guerre. Ainsi de Philippe Pétain dans son discours d'inauguration de l'ossuaire de Douaumont :

«Nous qui l'avons connu, nous savons qu'il était très simplement un homme, avec ses vertus et ses faiblesses, un homme de notre peuple, dont les pensées étaient restées attachées [...] au cercle de famille, à l'atelier, au bureau, au village, à la ferme où il avait grandi. [...] Il montait en ligne, assurément sans enthousiasme, mais sans faiblesse⁶⁵.»

Ou du témoignage du normalien Louis Mairet, tué en 1917, cité par J. N. Cru :

«Le soldat de 1917 ne se bat ni pour l'Alsace, ni pour ruiner l'Allemagne, ni pour la patrie. Il se bat par honnêteté, par habitude et par force. Il se bat parce qu'il ne peut faire autrement⁶⁶.»

Ou enfin du cas d'un soldat qui terrasse et veut voir son travail terminé alors que ses compagnons quittent les lieux, leur expliquant alors, «avec une nuance de gouaillerie dans la voix» :

«Moi je suis pour le travail fini. J'aime qu'on aille jusqu'au bout en tout, comprends-tu ? La victoire comme le reste. Ça durera ce que ça pourra. Mais on les aura⁶⁷.»

A. Prost conclut alors sur la culture de guerre en disant qu'il faudrait lui préférer la notion de «culture professionnelle»⁶⁸. Suivant cette idée, on tirerait sans doute profit à faire appel aux analyses de la sociologie des professions, en particulier à celles qui se sont attachées à l'étude de la part de «sale boulot» (*dirty work*⁶⁹) inhérente à toute activité

professionnelle, fût-elle particulièrement prestigieuse. Certaines études de sociologie des professions médicales se sont efforcées de décrire les modalités d'acceptation ou d'évitement, parfois collectives, des tâches considérées comme dégradantes, indignes ou psychologiquement difficiles, particulièrement celles ayant trait aux déchets, aux déjections du corps, au sang ou à la mort⁷⁰. Elles ont montré en particulier que le *dirty work*, à des fins de retournement du stigmaté qu'il fait porter sur ceux auxquels il est dévolu, peut être pris en charge et accepté précisément sous la forme du travail « bien fait » ou « fait à fond », sur un mode ludique ou au contraire très sérieux. Peut-on supposer des formes de transposition dans la guerre de modalités de gestion de situations professionnelles dominées intériorisées dans le monde civil ? Dans le même ordre d'idée, est-il possible de poser l'hypothèse que la division taylorienne du travail de tuerie (celle que décrit C. Ingrao dans le cas des *Einsatzgruppen*) est d'autant plus poussée que le statut socioculturel des tueurs est élevé, précisément pour leur éviter que le sale boulot à faire (et qu'ils assument idéologiquement) ne soit en plus un « boulot (trop) sale », indigne de leur rang et de leur formation, et qu'ils délèguent alors, lorsque cela est possible, aux positions hiérarchiques inférieures ou, mieux, aux supplétifs ?

C'est également cette piste d'un lien entre travail au front et habitus professionnel que creuse Christophe Charle dans un essai récent⁷¹. Bien que l'ouvrage ne soit pas spécifiquement consacré à l'analyse de la guerre, son intérêt tient au fait qu'il relie, à l'aune d'un questionnement sociologique, deux problèmes historiographiques déjà évoqués dans les pages qui précèdent : les mutineries de 1917 et l'engagement des volontaires britanniques.

Concernant les premières, l'auteur note la montée continue des refus d'obéissance durant la guerre et, retravaillant les tableaux



70. Voir Anne-Marie Arborio, *Un personnel invisible. Les aides-soignantes à travers l'hôpital*, Paris, Anthropos, 2001, chap. III.

71. Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001.

72. Guy Pédroncini, *1917. Les mutineries de l'armée française*, Paris, Julliard, 1968.

73. C. Charle, *La crise des sociétés...*, *op. cit.*, pp. 259-260.

74. *Ibid.*, p. 267. Sur le cas allemand (en 1917, 10% des troupes transférées du front Est vers l'ouest désertent), on lira les travaux d'Ulrich Bröckling, qui s'est efforcé de penser conjointement la production disciplinaire de l'obéissance militaire et les phénomènes de désertion. Voir U. Bröckling, *Disziplin. Soziologie und Geschichte militärischer Gehorsamsproduktion*, Munich, Wilhelm Fink Verlag, 1997, et, du même auteur avec Michael Sikora, *Armeen und ihre Deserteure, Vernachlässigte Kapitel einer Militärgeschichte der Neuzeit*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1998.

75. C. Charle, *La crise des sociétés...*, *op. cit.*, p. 266.

76. Je remercie l'ensemble des lecteurs de ce texte pour leurs stimulantes remarques et suggestions.

livrés par Guy Pédroncini⁷², montre que la révolte a bien eu des «considérants sociaux» en soulignant la «sur-représentation relative des travailleurs manuels (ouvriers et artisans) du secteur secondaire parmi les condamnés» :

«Les travailleurs urbains ont fourni, en proportion, beaucoup plus de révoltés que leur part dans la troupe, notamment pour ce qui concerne les actes les plus graves⁷³.»

In fine, il propose que ces considérants soient mis en rapport avec l'habitude de l'action collective qui caractérise les classes populaires des grandes villes.

Pour ce qui est du cas britannique, il procède à l'identique, commençant par rappeler quelques ordres de grandeur objectifs: si le taux de volontaires augmente lorsque l'on s'élève dans la hiérarchie sociale (de 25 % pour le secteur des mines à 41 % pour les professions libérales), les prolétaires représentent néanmoins 56 % du total des engagés. Il souligne ensuite le choc très rude qu'a représenté la découverte de la vie militaire pour une armée sans conscription (où l'on retrouve la question du service militaire) et rappelle la différence de classe très forte entre officiers et hommes de troupe et l'existence d'une discipline de fer à travers le drill. Pourtant, ajoute-t-il, «cette première armée nationale de l'histoire britannique a beaucoup moins connu

une crise de l'autorité que la France ou même l'Allemagne»⁷⁴. Comme dans le cas précédent, en quelque sorte inversé, c'est en reliant habitus de classe et soumission des rangs que l'auteur propose une explication à l'exception britannique :

«Pourtant, les taux d'infraction demeurent beaucoup plus bas dans l'armée anglaise que dans les autres, ce qui atteste une relative adéquation entre ce style de commandement et les troupes soumises à la discipline d'usine ou aux relations de déférence à la campagne. [...] Aucune connivence ne peut naître entre l'encadrement issu des couches supérieures et des filières scolaires d'élite et les hommes du rang qui, à la limite, ne parlent pas la même langue⁷⁵.»

Ces deux exemples me paraissent constituer des hypothèses de travail riches de promesses pour qui voudrait s'atteler à une étude sociologiquement informée des comportements de guerre. Sans chercher à retrouver une autre vérité de la guerre, la réinterrogation des liens entre apprentissage disciplinaire, conformisme social, exercice de la violence et cultures de classe permettrait peut-être de ne pas faire reposer la question du lien social sur le seul postulat d'un partage de représentations ou de l'existence d'un «imaginaire» dont, bien souvent, rien ne dit qu'il soit «commun»⁷⁶.